

**DE LA SOUVERAINETE EN DECADENCE ENTRE LA  
PUISSANCE ET L'IMPUISSANCE AU CONGO KINSHASA.**

**SOVEREIGNTY IN DECLINE BETWEEN POWER AND  
IMPOTENCE IN CONGO KINSHASA.**

**DE LA SOBERANÍA EN DECADENCIA ENTRE LA POTENCIA Y LA  
IMPOTENCIA AL CONGO KINSHASA**

**BYAMUNGU SIMBA Aladin**

Assistant d'enseignement et de recherche  
Université Officielle de Bukavu (UOB/ Bukavu, RD Congo)  
Chercheur en sociologie politique, en politique publique et en langue espagnol.  
Email : [aladinbyamungu93@gmail.com](mailto:aladinbyamungu93@gmail.com)

**Julio BACHIGALE**

Assistant d'enseignement et de recherche  
Institut Supérieur Pédagogique de Kaziba, RD Congo.  
Email : [juliobachigale92@gmail.com](mailto:juliobachigale92@gmail.com)

**Résumé**

Aujourd'hui, la souveraineté et la puissance de l'État sont des aspects qui nous semblent incontournables tant leur succès est grand, tant ils sont omniprésents dans les dire de ceux qui s'y attachent, sous divers angles, comme celui de l'État et les institutions publiques au Congo Kinshasa. Aujourd'hui, l'un ou l'autre pensé et débattu alors que leurs sens et leurs portées semblent être incertains et illusoire. Incapable de faire face aux différentes menaces, occupations du territoire, dégradation de conditions de sa propre existence, dégradation des conditions sociales de sa population, bref un Etat dont sa souveraineté est en difficulté, émaillée par les injonctions et les ingérences mettant en péril le pouvoir décisionnel de pouvoir s'organiser avec puissance à l'interne pour faire face aux différentes menaces au sens d'assurer le maillage territorial. L'arrivée de l'arme régionale pour combattre les rebelles à l'Est du pays en est un bel exemple.

**Mots clés** : souveraineté, puissance, impuissance.

**abstract**

Today, the sovereignty and the power of the State are aspects that seem to us to be unavoidable as their success is great, as they are omnipresent in the words of those who are attached to them, from various angles, such as that of the State and public institutions in Congo Kinshasa. Today, one or the other thought and debated while their meanings and scopes seem to be uncertain and illusory. Unable to cope with the various threats, occupations of the territory, degradation of the conditions of its own existence, degradation of the social conditions of its population, in short a State whose sovereignty is in difficulty, enamelled by injunctions and interferences jeopardizing the power decision-making to be able to organize with power internally to face the various threats in the sense of ensuring the territorial network. The arrival of the regional weapon to fight the rebels in the east of the country is a good example.

**Keywords:** sovereignty, power, impotence.

**Resumen**

Hoy, la soberanía del Estado y el poder del Estado son aspectos que nos parecen ineludibles, ya que su éxito es grande, ya que están omnipresentes en las declaraciones de quienes están vinculados a ellos, desde varios ángulos, como el del estado y las instituciones públicas en Congo Kinshasa. Hoy, uno u otro pensaron y debatieron mientras sus significados y alcances parecen ser inciertos e ilusorios. Incapaz de hacer frente a las diversas amenazas, ocupaciones del territorio, degradación de las condiciones de su propia existencia, degradación de las condiciones sociales de su población, en fin, un Estado cuya su soberanía está en dificultad, esmaltado por interdictos e injerencias que ponen en peligro la decisión del poder -haciendo poder organizarse con poder internamente para enfrentar las diversas amenazas en el sentido de asegurar la red territorial. La llegada del arma regional para combatir a los rebeldes en la parte Est del país es un buen ejemplo.

**Palabras clave:** soberanía, potencia, impotencia.

## Introduction

Nous devons tout d'abord entériner notre engagement très aigu avec cet article, à la fois par son caractère analytique de la souveraineté de l'Etat congolais reposant sur une information très exceptionnelle et par les hypothèses de travail avancées et qui peuvent être raisonnées ailleurs en Afrique noire postcoloniale. Sommes tous d'accord avec le Juriste Karl Schmitt : « *est souverain celui qui décide de la situation exceptionnelle, des conditions de sa propre existence et de sa survie* »<sup>1</sup>. C'est au rime de cette mélodie de la souveraineté faite par Karl Schmitt que, nous nous attachons pour expliquer la décadence de la souveraineté de l'Etat congolais, afin de voir en quoi le rapport de pouvoir n'est plus actuellement à penser dans le jargon « classique » et rodé par le système Westphalien<sup>2</sup> mettant en cause la souveraineté même de ce dernier. Fort est de le constater que, la communauté internationale, à travers les grandes puissances ou les organisations internationales, a été très pessimiste sur la gestion politico-économique souvent chaotique des États du Tiers-Monde, notamment des États post coloniaux africains. Le contexte de la guerre froide a certainement favorisé cet état de chose, les deux blocs essayant d'imposer leur modèle idéologico-politique sans se soucier des moyens utilisés au sein de chaque État allié<sup>3</sup>. Nous pouvons donc dire que, l'autonomie constitutionnelle, corollaire de la souveraineté des États, était poussée à son paroxysme : le « peuple » devant cette conception de la souveraineté est libre de déterminer à sa guise la forme de son régime politique sans qu'aucune autre entité politique ne vienne s'y ingérer, c'est-à-dire sans contrainte extérieure<sup>4</sup>. Néanmoins, nous pouvons parler d'un changement de couleur au sein de la communauté internationale voire même africaine où le principe de la souveraineté a connu et continue à connaître des réinterprétations spectaculaires au Congo Kinshasa au point même de l'affaiblir en le rendant impuissant dans son organisation interne. Il faut certes noter que l'instauration d'un ordre démocratique au Congo Kinshasa, dépend en principe de sa compétence interne. Elle constitue d'ailleurs selon Jean-Denis Mouton<sup>5</sup>, l'expression de la souveraineté politique des Etats même si le respect de la souveraineté étatique n'est pas facile à observer, dès lors que l'État a pour

---

<sup>1</sup> Carl SCHMITT, *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1922, 1988, p.48.

<sup>2</sup> Les traités de Westphalie concluent la guerre de Trente Ans en 1648 et entérinent l'équilibre des puissances ainsi que l'inviolabilité de la souveraineté nationale (qui suppose le principe de non-ingérence dans les affaires des Etats souverains).

<sup>3</sup> Slim LAGHMANI, « Le phénomène de perte de sens en droit international » *dans Harmonie et contradictions en droit international*, Colloque de Tunis du 11 au 13 avril, Paris, Pedone, 1996, pp. 63.

<sup>4</sup> Maurice Kamto, *Constitution et principe de l'autonomie constitutionnelle*, Cours polycopié, Académie internationale de Droit constitutionnel de Tunis, 1998, p.1.

<sup>5</sup> Jean-Denis MOUTON, « Retour sur l'État souverain à l'aube du XXI<sup>ème</sup> siècle », cité par Mélanges François Borella : *État société et pouvoir à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1999, p.319

mission première d'assurer la protection des individus, d'assurer les conditions de sa propre existence, de défendre son territoire contre toutes les menaces externes qu'internes<sup>6</sup>. Et comme l'État congolais n'entend jamais renoncer à souveraineté, nous imaginons sans peine, les difficultés de définir et de faire prospérer dans la société internationale actuelle un ordre démocratique international. Pourtant, il n'est pas de notion juridique fondamentale qui ne soit néanmoins limitée dans certains de ses effets, car elle heurte souvent une autre notion tout aussi digne de respect. L'autonomie constitutionnelle de l'État congolais n'échappe pas à cette constatation et pour une raison très simple : dès lors que la société internationale est composée d'États souverains, la souveraineté de l'un d'entre eux limite nécessairement la souveraineté des autres à son égard. Les menaces auxquelles fait face l'État congolais ce dernier temps, orchestrées par ses voisins nous fait un bel exemple. Rompre avec la colonisation en juin 1960 c'est-à-dire tout simplement rompre avec une forme de gouvernance historique. L'enjeu du processus de ramification était un véritable changement du mode de gestion, une rupture radicale avec une certaine vision du politique qui s'étendrait à toutes les sphères de la vie politique conçue dans l'esprit de l'amélioration de bien-être des citoyens congolais. Il fallait redonner sa place au politique, lui attribuer un espace autonome. Le rôle des nouvelles élites durant les premières années de rupture avec la métropole était avant tout de créer une force autour d'elles, c'est-à-dire de reformer la polis en tant que corps politique. Cette manière de faire va engendrer sur la scène politique un régime fondé sur la dictature et qui va prendre de l'ampleur jusqu'aux années 1990 à la suite de la chute du mur de Berlin et différentes pressions internationales. La République Démocratique du Congo, aujourd'hui un pays à mal de positionnement à l'intérieur qu'à l'extérieur. Si au vrai sens du terme la souveraineté signifie l'auto-détermination, l'auto prise en charge, l'indépendance, etc. Ce qu'en analysant bien ce concept dans son sens large, la probabilité de croire que l'État congolais n'est pas indépendant serait élevée à 85 et cela si du moins nous étions devant les probabilistes et les statisticiens, car les pratiques même de l'État congolais n'ont pas cessé de véhiculer un parallélisme grandissant entre son fondement et ses actions sur le terrain. On a du mal à pouvoir placer un mot sur l'État congolais ces derniers temps. Si l'Éthiopie de Ménélik avait résisté à l'expansion Italienne, c'est grâce au génie nationaliste aquilonné par la bravoure et la détermination de cette élite

---

<sup>6</sup> Christian Dominicé, « La contrainte entre États à l'appui des droits de l'homme », cité par Jeanne Belhumeur et Luigi Condorelli., *L'ordre juridique international entre tradition et innovation*, Paris, Presses universitaires de France, 1997, pp.333.

contre la traite négrière<sup>7</sup>. La souveraineté d'un Etat réside dans la capacité matérielle de ces institutions politiques, dans leurs aptitudes de faire, faire faire et empêcher de faire. Vouloir comprendre cette suprématie de l'Etat au sens souverain dans un laboratoire politologique ; nous pousse à une affirmation non erronée de tout sens que l'Etat congolais n'a jamais été souverain, et là depuis sa marche vers « l'indépendance ». Et si l'internationaliste, le juriste et comme l'a voulu faire d'ailleurs la fois passée le juriste indépendant Nshokano Kulimushi Alain<sup>8</sup>, peut prétendre ouvrir un débat à ce sujet; nous ne lui refuserons pas, toutefois, nous serons de main à égale avec lui, mais tout en gardant bien sûr la position selon laquelle, si l'Etat congolais est souverain : il s'agit de la « souveraineté déchue » en terme de Bertrand Badie.<sup>9</sup> Accédée à son indépendance le 30 juin 1960 sous un soleil accablant, la République Démocratique du Congo a connu tout un arsenal des régimes et des systèmes politiques issus des différentes élections, qui, jusque-là n'ont jamais tenté d'apporter solution aux problèmes congolais. Actuellement, la République Démocratique du Congo est un Etat en crise de positionnement suite au caractère douteux de sa souveraineté. Cette crise a connu des amplifications suite aux différents problèmes observés ce dernier temps dans la gouvernabilité et la gestion de la chose publique y compris les menaces et la violation de son intégrité territoriale.

Cette manière de présenter et de voir les choses, nous amène à répondre à la question de savoir quels sont les facteurs explicatifs de la décadence de la souveraineté de l'Etat congolais ? Quelle est la configuration et la position actuelle de l'Etat congolais dans la société internationale ? Ces interrogations avancées, nous font réfléchir que, dans sa quotidienneté, la dimension décadentielle de la souveraineté congolaise serait émaillée d'une faiblesse d'organisation à l'interne, une élite non cultivée et épris d'amour patriotique et nationaliste, etc. Nous l'avons vu plus haut que, la société internationale étant constituée des Etats souverain et dont certains ont tendance à vouloir maintenir les autres dans une situation d'incapacité au point même de limiter leur souveraineté. Ainsi, la RDC, actuellement serait vue dans une

<sup>7</sup>. Pour plus des informations à ce sujet, voir le Professeur Elikia MBOKOLO et Hibrahim BABAKAKE, dans l'éveil du Nationalisme. Histoire générale de l'Afrique.

<sup>8</sup> Cette réflexion a été bien sûr que oui développée grâce aux discussions menées entre nous et le juriste Kulimushi Nshokano Alain au tour de la souveraineté de l'Etat congolais face aux agressions et l'insécurité à l'Est du pays. Ces hypothèses de départ étaient que l'Etat congolais disposerait d'une souveraineté jugée absolue, hélas après s'être dépassé de la persistance des groupes armés au Nord-Kivu et en Ituri, qu'il a vite sans nul doute avoué en changeant la position vers la tendance de l'incapacité de ce dernier justifié par une « *souveraineté en déséquilibre* ».

<sup>9</sup> Bertrand BADIE, Vivre le monde sans souveraineté : les Etats entre la ruse et les responsabilités, Paris, Fayard, 1999.

configuration de l'impuissance suite aux injonctions, aux ingérences et à la limitation de son autonomie de pouvoir faire faire et empêcher de faire pourtant, l'Assemblée générale de l'ONU 5<sup>ème</sup> § de sa résolution 2131 du 21 décembre 1965 portant « *Déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des États* » affirme que « *tout État a le droit de choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune forme d'ingérence de la part de n'importe quel État* »<sup>10</sup>. Il en est de même pour un État de se défendre contre toutes les menaces. Hélas, mille fois hélas, la pratique, le comportement et l'irresponsabilité des dirigeants congolais n'ont pas encore compris que le destin de la nation réside dans la responsabilité de leurs actes pendant les séjours passagers à la tête du pays.

L'enjeu étant si complexe, le propre de cette étude est de bien vouloir répondre fondamentalement à deux types d'objectifs allant dans le cadre de la compréhension de la décadence de la souveraineté congolaise au sens d'organisation interne qui du reste doit confirmer sa place sur le niveau externe, d'une part et d'autre part de déterminer actuellement la position de l'État congolais sur la scène internationale aujourd'hui émaillée par la logique de rapport de force en terme de Michel Crozier et Erhard Friedberg<sup>11</sup>, lequel rapport part d'une constatation de base selon laquelle : aucun individu n'accepte d'être traité totalement et uniquement comme l'objet du fonctionnement ou de l'accomplissement des buts d'une organisation. Les conduites des acteurs ne sont plus vues comme la simple résultante, prévisible, stéréotypée et donc reproductible, des déterminants structurels, financiers ou psychologiques. Leurs conduites sont inventées par les acteurs, dans un contexte, construites en vue de certains buts.

Selon Francine Batailler-Demichel cité par Mélanges Charles Chaumont<sup>12</sup>, le principe de non-ingérence, un des corollaires de la souveraineté de l'État, a été le fondement juridique de l'inertie et de l'indifférence de la communauté internationale. Il a surtout servi à légitimer une interprétation minimale d'autres droits internationalement consacrés comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Allez-y donc comprendre avec nous que, la symbiose du principe de non-ingérence et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes avait donné existence à un droit, clair dans sa formulation, unique dans sa pratique, à savoir « le droit inaliénable » qu'a tout État de « choisir son système politique, économique, social et culturel sans aucune

<sup>10</sup> L'Assemblée générale de l'ONU au § 5 de sa résolution 2131 du 21 décembre 1965.

<sup>11</sup> Michel CROZIER et Erhard FRIEDBERG., *L'Acteur et le Système, Les contraintes de l'action collective*, Paris, Le Seuil, 1977, cité par Boris Barraud. *Souveraineté de l'État et puissance de l'État. Revue de la Recherche Juridique - Droit prospectif*, 2017, 165, pp.123. ffhah-01634256f. P 109

<sup>12</sup> Francine BATAILLER-DEMICHIEL cité par Mélanges CHARLES CHAUMONT., *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Méthodes d'analyse du droit international*, Paris, Pedone, 1984, pp. 23-34.



forme d'ingérence de la part d'un autre État »<sup>13</sup>. Ainsi, les analyses qui en découlent est que chaque État détermine souverainement, discrétionnairement, son statut politique, la forme de son régime et les modalités d'exercice du pouvoir politique. Le choix du mode de se défendre est considéré comme une affaire « relevant essentiellement de la compétence nationale » de chaque État pour ne citer que la formule de l'article 2 §7 de la Charte des Nations Unies<sup>14</sup>. Voilà ce que l'élite congolaise qui jusque-là n'a pas encore compris ou tout simplement refuse de comprendre, étant émaillée par manque de culture et d'amour envers la nation, aussi nombreuses sont fabriquées par l'extérieur que nous qualifions d'« *élite d'ordre Européen ou Occidental* » et qui ne peut que travailler qu'au profit de l'axe dont elle est issue entant que redevable. Jean Chevalier<sup>15</sup> pense qu'au temps de la conversion de l'État moderne à « l'État postmoderne », les concepts de souveraineté de l'État et de puissance de l'État pourraient permettre de mieux comprendre quel est et quel sera le destin de l'État, quelle est et quelle sera la crise de l'État, quelles sont et quelles seront les mutations de l'État, dans toutes ses dimensions. La souveraineté, tout d'abord, est peut-être malmenée, nous pouvons le dire, par le déploiement des organisations supranationales<sup>16</sup>, les cas les plus cités au Congo serait celui de l'Union Européenne, de l'ONU ainsi que les organisations régionales ou d'Afrique, ceci nous amène à comprendre que et d'ailleurs comme l'affirme Pliakos<sup>17</sup> : « *la souveraineté s'élèverait de l'échelon national à l'échelon régional* », ceci pousse Pescatore<sup>18</sup> à dire que déjà l'unité, l'indivisibilité et l'inaliénabilité de la souveraineté qui sont mises à mal.

Se fondant sur l'analyse fonctionnaliste qui comme nous le savons tous a été prolongée par les travaux de Talcott Parsons dans une théorie générale de l'action (structuro-fonctionnalisme), en science politique, l'analyse fonctionnaliste a été développée surtout, dans les années 60, par les politistes américains Gabriel Almond et George B. Powell<sup>19</sup>. Ils dégagent quatre fonctions politiques de base du système politique et qui, dans le cadre de cette réflexion, nous permettent de comprendre les fonctions lacunaires de l'État congolais et qui du reste

<sup>13</sup> Déclaration relative aux principes de droit international touchant les relations amicales et à la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies.

<sup>14</sup> Guy FEUER, « Nations Unies et démocratie », *In Mélanges offerts à Georges Burdeau : le pouvoir*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1977, p. 1073.

<sup>15</sup> J. CHEVALLIER, *L'État post-moderne*, Paris, 4<sup>ème</sup> éd., LGDJ, coll. Droit et société, 2014.

<sup>16</sup> F. LEMAIRE, « Propos sur la notion de "souveraineté partagée" ou sur l'apparence de remise en cause du paradigme de la souveraineté », *RFD Const*, 2012, p. 821.

<sup>17</sup> A. PLIAKOS, « La souveraineté internationale de l'Union européenne : de la puissance étatique à la liberté collective », *RDUE*, 2005, p.11.

<sup>18</sup> P. PESCATORE, « La souveraineté dans une société d'inégaux, pouvoir suprême... coalisable, partageable, divisible, intégrable... responsable ? justiciable ? », *in Mélanges Jean-Pierre Puissechet*, Pedone, 2008, p. 231

<sup>19</sup> G. ALMOND, S. VERBA, *The Civic Culture : Political Attitudes and democracy in Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

impacte négativement sa souveraineté au répercussion même international. Si Gabriel et George dans leurs explications ont parlé ces quatre fonctions dans un langage très accentué au terme de « *capacité* », nous reprenons les mêmes fonctions mais, nous les abordons dans un langage réduit celui de l'incapacité et qui font défaut pour l'émergence de l'Etat congolais. Il s'agit de : l'incapacité extractive, l'incapacité régulatrice, l'incapacité distributive, l'incapacité réactive.

L'incapacité extractive est le propre de l'Etat congolais dans sa faiblesse à prélever et à mobiliser les ressources, financières et humaines, nécessaires à la mise en œuvre de ses décisions. Ici, nous soulevons le problème de l'économie. Un pays à système économique d'extravertie disposant d'une base économique faible aura toujours de problème car, incapable de répondre aux besoins immédiats et futures. A chaque fois qu'il y'a un besoin dépassant son niveau, l'Etat congolais tend la main à l'extérieur, or la réalité des choses est, et reste que, la main qui donne non seulement qu'elle est supérieure, mais aussi elle contrôle et oriente même la décision de l'Etat tiers. Réputée de scandale géologique, un réservoir minéralogique, et qui ne sert ni à la population ni au gouvernement lui-même. Les voisins et les autres en profitent stratégiquement pour se développer et par ricochet lui faire la guerre que nous appelons dans nos mots : « *guerre géologique* ».

L'incapacité régulatrice se rapporte à l'inefficacité des mécanismes de contrôle juridique et institutionnel des échanges socio-économiques en vue de désamorcer les conflits d'intérêts et les contestations sociales, les incursions, l'occupation du territoire.

L'incapacité distributive ne concerne pas pour l'Etat congolais l'allocation des ressources, des avantages et des privilèges en vue de soutien populaire.

L'incapacité réactive ou responsive concerne pour l'Etat congolais l'inefficacité à cerner, voire à anticiper les menaces en vue de prévenir et de combattre les frustrations susceptibles de mettre en cause sa survie. Menacé à l'interne comme à l'externe, l'Etat congolais ne cesse de garder et de conserver sa chrétienté lui imposée par ses pères puissants de ne pas réagir contre les attaques. L'élite congolaise n'a pas compris que, nous ne sommes pas à l'école de Jésus où il faut tendre la joue gauche à celui qui vous a giflé à la joue droite, surtout que, nous sommes sur la société internationale dominée par ce que nous pouvons appeler le grand dinosaure et le petit dinosaure. L'Etat congolais devrait vite s'en sortir de cette doctrine Jésuschritienne et adopte l'hypothèse de « *dent pour dent, œil pour œil* » comme pour dire dans un monde de guerre il nous faut aussi les armes de guerre. C'est inacceptable voire même inadmissible pour un Etat qui se dit comme étant souverain soit toujours en train de subir des attaques en attaques sans toutefois qu'il ne prenne pas conscience d'attaquer. L'Etat congolais,



doit bannir la thèse classique de jouer à la défensive et comprendre que à l'heure actuelle, il doit jouer l'offensive et c'est ce qui lui fera une considération vis-à-vis de ses voisins si farouches à l'instar du Rwanda de Monsieur Paul Kagame et l'Ouganda de Monsieur Museveni.

La souveraineté de l'État serait à la force ce que la puissance de l'État serait à l'imposition, donc l'impuissance de l'Etat serait son incapacité ou l'état dans lequel il se trouve de ne pouvoir user la force pour assurer les conditions de sa propre existence. Tel est le sens de la distinction faite entre la puissance et l'impuissance au terme de la décadence de la souveraineté étatique au rendez-vous de ces pages. Souveraineté de l'État, puissance de l'État et impuissance de l'Etat sont des concepts qui semblent discutables tant au niveau de leur succès fort ou faible, tant ils sont omniprésents dans les débats de ceux qui s'y donnent, sous des orientations diverses. Raymond Carré de Malberg<sup>20</sup>, après avoir étaler les diverses acceptions du mot « souveraineté » de son époque, concluait qu'il ne pouvait guère s'agir que d'un concept « embrouillé et obscur » ayant subi d' « excessives extensions ». plus loin, un même constat semble pouvoir être dressé aujourd'hui, si bien qu'on voit dans la souveraineté un « concept aussi inconsistant qu'incontournable »<sup>21</sup>, un « voile dont il nous faut comprendre ce qu'il cache »<sup>22</sup>, cela après Léon Duguit qui en avait déjà fait un « principe totalement vide »<sup>23</sup>. La Cour de cassation, le Conseil d'État, la nation, le peuple, le constituant, le législateur, le roi ou encore le Président de la République<sup>24</sup> sont souvent qualifiés de « souverains ». Nous nous disons donc que, la souveraineté ne constitue pas un tout composé de pouvoir que dispose un Etat au sens de la légalité sur le plan international, et comme le souligne d'ailleurs Hinsley : « la souveraineté n'es pas un fait, mais correspond à une « fiction philosophique » et qui n'existe que sur le plan idéal »<sup>25</sup>. C'est ainsi que, Chaumont écrit que l'unique et la seule façon de nous faire comprendre le concept de la souveraineté et la réalité reste celle d'en privilégier un concept abstrait et d'opérer « une forte distinction entre la possession de la puissance, des compétences et le mode de son exercice au sein d'une société étatique »<sup>26</sup>, Jellinek va constater que toutes les tentatives d'éclaircissement de la souveraineté au sens précis reposent essentiellement sur

<sup>20</sup> Raymond CARRÉ DE MALBERG., *Contribution à la théorie générale de l'État spécialement d'après les données fournies par le droit constitutionnel français*, T. 1, Librairie du Recueil Sirey, 1920, p.79.

<sup>21</sup> Th. BERNS, *Souveraineté, droit et gouvernementalité*, Arch, phil droit, 2002, p. 353.

<sup>22</sup> F. DE SMET, *Le mythe de la souveraineté – Du Corps au Contrat social*, EME, coll. Politique et culture, 2014, p.8.

<sup>23</sup> Léon DUGUIT, *Traité de droit constitutionnel – Tome deuxième : La théorie générale de l'État – Première partie : Éléments, fonctions et organes de l'État*, 3<sup>ème</sup> éd., De Boccard, 1928, p. 27.

<sup>24</sup> O. CAMY, « Le chef de l'État est-il souverain sous la Vème République ? », RFD Const, 1996, p. 3

<sup>25</sup> F.H. HINSLEY., *Sovereignty*, Cambridge Universty Press, 2nd Edition, 1986, p.1.

<sup>26</sup> C. CHAUMONT., « Recherche du contenu réductible du concept de la souveraineté internationale de l'Etat », *In hommage d'une génération des juristes au Président Basdevant*, Pedone, 1960 p.131.

la confusion de la puissance étatique avec la souveraineté. Nous retenons de lui que, la puissance de l'Etat synonyme de la compétence de l'Etat, a un contenu dynamique et changeant. Et que la souveraineté est une notion de nature objectivement formelle, qui exprime « la négation de toute subordination de l'Etat à l'égard d'un autre pouvoir, la négation de toute limitation de l'Etat par un autre pouvoir »<sup>27</sup>. Retenons cependant que, la souveraineté est la qualité de la puissance dans ses interventions et dans son positionnement interne comme externe et non pas la puissance en elle seule. Le pouvoir au sein d'un Etat est donc tributaire de sa souveraineté dans ses capacités de faire, faire faire et empêcher de faire. Voilà c'est qui va amener d'ailleurs George Burdeau à dire que « le pouvoir change de forme et non de rôle »<sup>28</sup> Il nous convient donc, dans le cadre de cette réflexion d'analyser le rôle interventionniste du pouvoir de l'Etat congolais à la lumière de sa souveraineté afin d'expliquer ce dilemme de puissance et d'impuissance qui rodé cette dernière. Jour à près jour, nous nous apercevons que, l'Etat au Congo-Kinshasa éprouve d'énormes difficultés d'intervention dans presque toute la vie de la cité, chose mettant en cause même les conditions de sa propre existence au risque de le qualifier d'impuissant. Cette impuissance au rime de la décadence de la souveraineté de l'Etat congolais est à analyser dans une logique à la lumière de : de la défaillance de l'Etat congolais, l'intervention des armées étrangères : une stratégie impérialiste de la fragilisation des FARDC, la persistance de l'insécurité à l'Est du pays comme preuve de l'impuissance de l'Etat congolais.

### **I. De la défaillance de l'Etat congolais : problème de la souveraineté**

Admettons qu'aujourd'hui, l'Etat congolais est en difficulté (failli à ses missions). Voilà ce que nous pouvons entendre ou lire dans certains médias spécialisés traitant de la situation au Congo-Kinshasa. Si la formule est employée avec beaucoup d'aisance chez les journalistes et les politologues, elle l'est moins, en revanche, chez les juristes.

Le concept de « *faillite* » appliqué à l'Etat inonde les discussions dans les auditoriums des sciences politiques à la suite de l'effondrement du positionnement international vers les années 90. Se situe dans les continuités théorique de la notion de « *weak State* » (Etat faible) et dont les expressions sont à rechercher vers la fin de la guerre froide aux mots de Gaulme<sup>29</sup>. Obtenue de l'anglais « *failed State* », la notion d'« *Etat failli* » ou « *défaillant* » a pris toute une autre

<sup>27</sup> G. JELLINEK., *L'Etat moderne et son droit. Deuxième partie : Théorie juridique de l'Etat*, éd panthéon, 2005, p.140 -141.

<sup>28</sup> George BURDEAU., *Traité de science politique*, T.2, Paris, 2 ème éd, pp.223-224.

<sup>29</sup> François GAULME., « États faillis, États fragiles : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, n° 1, 2011, p. 17-29.

marque au Congo-Kinshasa avec les progrès démocratiques dans un contexte de libéralisation de l'espace public amorcée après la chute du mur de Berlin déjà parlé dans les premières lignes. La Somalie de Siad Barre constitue un autre exemple et comme l'affirme d'ailleurs Véron<sup>30</sup> : c'est plus exactement avec la chute du Général Siad Barre de Somalie en 1991 que le terme de « *faillite* » va prendre son essor scientifique, en englobant l'effondrement de l'appareil étatique somalien et toutes les conséquences qui l'ont suivi.

Si le consensus n'a pas toujours été dégagée au tours de la défaillance, il nous convient de prime abord de nous familiariser avec la générale conception obtenue à partir de ses synonymies heureuses. Ainsi, d'application à la Somalie, William Zartman<sup>31</sup> parle de « *collapsed State* » (Etat effondré) pour traduire la perte de contrôle et la déroute de l'appareil d'Etat somalien et sa quasi-disparition face à la violence privée. Voilà comme l'exemple Somalien explique bien le modèle congolais où l'Etat congolais a bel et bien perdu le contrôle dans certaines entités de son territoire avec le seigneur chef ADF NALU et le M23 se considérant en « *baba* » dans la partie Est du pays, le « *Rai Mutomboki* » dans le territoire de Shabunda où l'Etat semble incapable de fouler ses pieds limitant ainsi l'effectivité de son autorité sur l'ensemble du territoire national. L'élite congolaise n'a pas encore compris que lorsqu'on est incapable de gérer les problèmes de l'interne suite à son impuissance, on ne le peut pas aussi au plan externe. L'Etat congolais a perdu le volant suite aux déséquilibres de ses institutions incapables de répondre aux besoins fondamentaux de son existence. C'est ce que d'ailleurs confirment Gerald B. Helman et Steven R. Ratner<sup>32</sup>, ils ont choisi en 1993 de parler de « *failed nation State* » (Etat-Nation failli) en procédant par des exemples (Haïti, Libéria, Somalie, Soudan), avant de lancer que ce type d'Etat est « incapable de se maintenir comme membre de la communauté internationale ». On y voit un évitement prudent de l'approche par la « souveraineté négative » qu'avait parlé dans sa réflexion Robert Jackson<sup>33</sup> lorsqu'il parlait des « *quasi-States* » (quasi-Etats) du tiers-monde qui, à ses yeux, étaient dépourvus de toute autorité souveraine et ne pouvaient valablement remplir leurs missions régaliennes au profit de leurs populations. De ces approches par caractérisation, retenons avec Jean-Bernard Véron, que « *l'Etat failli* » est celui où les autorités sont « incapables d'exercer les missions qui sont les [leurs] tant dans

<sup>30</sup> Jean-Bernard VERON., « La Somalie : cas d'école des Etats dits faillis », n°1, 2011, p. 45-57.

<sup>31</sup> William ZARTMAN., *Collapsed States. The Desintegration and Restauration of Legitimate Authority*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1995.

<sup>32</sup> Helman GERALD et Ratner STEVEN., « Anarchy Rules : Saving Failed States », *Foreign Policy*, n°3, Volume 89, 1992.

<sup>33</sup> Robert JACKSON., *Quasi States : Sovereignty, International Relations and the Third World*, Cambridge University Press, New York, 1990.

les domaines régaliens (contrôle du territoire, sécurité des personnes et des biens, exercice de la justice), que dans ceux de la délivrance de services économiques et sociaux à la population ». L'avantage de ces analyses est qu'elles nous permettent de procéder par une caractérisation fonctionnelle de l'Etat congolais à souveraineté douteuse à travers l'emprise de sa défection sécuritaire et sa défaillance opérationnelle au quotidien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cette explication s'est facilement harmonisée avec « *souveraineté en décadence* » ; celui de l'Etat congolais justement incapable de maîtriser ses évolutions sociales et de prévenir la survenance des crises violentes qui peuvent dramatiquement compromettre sa survie. Comprenons facilement que, Cette caractéristique de la souveraineté de l'Etat au Congo-Kinshasa est forte accentuée par le Crisis States Research qui, en reliant *failed State au State collapsed, comprend la faillite* comme « *une situation où l'Etat est incapable de remplir ses fonctions de base, et notamment d'assurer la sécurité intérieure comme extérieure, bien qu'il dispose théoriquement du monopole de la violence légitime* »<sup>34</sup>. A partir de là, nous imaginons que le modèle webérien-westphalien ayant servi à une analyse accorderait tout simplement aux acteurs politiques congolais des outils stratégiques et efficaces pour sortir la RD Congo de la cacophonie des guerres, des envahissements et occupation de son territoire par ses voisins, de l'insécurité, de violence, de l'injustice, des inégalités fondées sur l'impuissance de l'appareil étatique et la faiblesses de ses institutions animées par les hommes sans conscience ni affection envers la nation aujourd'hui en difficulté tant nationale qu'internationale.

## **II. De la persistance de l'insécurité à l'Est du pays : preuve d'impuissance de l'Etat congolais**

Le débat qui s'ouvre et que nous sommes condamnés à entendre, à écouter, réside bien sûr que oui dans les tendances allant dans le sens de chercher à comprendre les dynamiques explicatives de la survie de la crise sécuritaire dans la partie Est du Congo. Les analyses divergent aux tendances divergentes et dont les uns tout comme les autres acteurs ne s'entendent guère. Question impactant négativement les conditions d'existence de l'Etat congolais, nous l'envisageons sous deux aspects allant du droit au fait enfin de comprendre la corrélation entre la persistance de la crise sécuritaire à l'Est du pays et l'impuissance de l'Etat congolais. Devenue crise de décennie, que nous, nous appelons guerre des grands *dinosaures* et dont la compréhension est à rechercher dans l'agenda économique aux facettes diverses comme l'exploitation illicite des minerais, les pillages des ressources naturelles, enrichissement illicite

---

<sup>34</sup> Pour plus d'information à ce sujet veuillez consulter : « Crisis, Fragile and Failed States- Definitions Used by CSRC », disponible sur [Crisisstates.com](http://Crisisstates.com).

et bien d'autres. Voilà donc le moteur de la persistance de l'insécurité axé sur le contrôle d'énormes ressources naturelles à l'Est de la RDC par les grands puissances en passant par les voisins, notamment les diamants, l'or, le cuivre et le bois. Auxquels nous y ajoutons aussi d'autres minerais, comme le cobalt et le coltan, alimentant les usines de fabrication de batteries téléphoniques, etc. Le M23 d'origine rwandaise et les ADFNALU d'origine ougandaise restent les véritables bras séculiers d'exécution des grandes puissances pour la balkanisation et le pillage des ressources de la RDC et le Rwanda de Monsieur Paul Kagame et Museveni en profitent plus. Les factions rebelles soutenues par l'Ouganda et le Rwanda contrôlent des chaînes d'approvisionnement stratégiques informelles faisant un croisement entre les mines de Kivu aux deux pays protagonistes. Ces groupes utilisent les gains qui découlent de ce trafic pour s'approvisionner en armes, recruter, etc. L'Etat congolais est resté intact et ne se limite qu'à dénoncer l'appui du Rwanda aux rebelles du M23 au concert de Nations Unies et sans pour autant savoir qui sont ces Nations Unies ? Nous osons croire nous, que cette organisation d'abord n'a jamais été inanimée, toujours derrière ces intérêts bien tracés sur le papier. Et ses animateurs sont les mêmes qui collaborent avec l'Ouganda, le Rwanda et la RDC. Quelle solution peut-ont espérer à une telle organisation ? Pourquoi vouloir continuer à chercher la solution au concert de l'ONU pour restaurer l'autorité de l'Etat congolais sur l'ensemble du territoire national, pour faire face aux attaques contre l'intégrité territoriale pourtant l'article 64<sup>35</sup> de la constitution de la même République dispose que tout congolais a le droit et le devoir sacré de défendre le pays et son intégrité territoriale face à une menace ou à une agression extérieure. Un service militaire obligatoire peut être instauré dans les conditions fixées par la loi. Toute autorité nationale, provinciale, locale et coutumière a le devoir de sauvegarder l'unité de la République et l'intégrité de son territoire, sous peine de haute trahison. Dans la philosophie de l'article 64 et en l'analysant bien peut donc et cela sans nul doute que Kinshasa a trahit toute la République par la manifestation de son incapacité de pouvoir sauvegarder l'unité de la République suite à l'occupation de l'Est du pays notamment le Bunagana par Rwanda et l'Ouganda par la machine M23 et les ADFNALU. Nous sommes éclairés de pouvoir le dire et de cesser de croire que le M23 est une rébellion congolaise. Autant sont les groupes armés actifs en RDC et qui ne résisterait pas en puissance, en armement, en logistique comme nous le vivons aujourd'hui avec le M23 et les ADFNALU. Parler du M23, il faut voir directement le Rwanda de Monsieur Kagame qui a toujours profité l'incapacité de l'élite congolaise dans toutes ses diversités. L'élite congolaise reste l'unique élite de la planète terre

---

<sup>35</sup> Article 64 de la République Démocratique du Congo du 26 février 2006.

sans destin pour sa nation. Historiquement, M23 c'est une métamorphose Rwandaise allant du RCD du Colonel Jules Mutebusi passant par le CDP de Monsieur Taganda. L'incapacité de l'Etat congolais pour faire face aux menaces de la représentation rwandaise sur le sol congolais réside bien dans la composition de son armée qui, du reste s'est vue infiltrée du haut en bas par l'arme rwandaise issue de cette métamorphose après les différentes négociations erronées croyait les faire avec les rebelles mais, plutôt au contraire avec Monsieur Kagame d'une manière sous-entendue.

### **III. L'intervention des armées étrangères : une stratégie impérialiste de la fragilisation des FARDC**

Souvent nous sommes en accord avec François Heisbourg que, les récents conflits en Afrique ont montré la nécessité d'un engagement militaire étranger pour empêcher les organisations extrémistes violentes (OEV) d'étendre leurs zones d'opération et pour protéger les états vulnérables et leur population des attaques. Depuis 2013, la France a lancé des interventions armées directes : le déploiement de contingents dans le cadre de l'opération Serval a porté un coup d'arrêt aux groupes d'insurgés au Mali<sup>36</sup>. L'opération Barkhane avait pour mission de lutter contre les OEV et les groupes armés terroristes au Sahel, et d'empêcher leur développement favorisé par l'effondrement du régime libyen et par le fragile relèvement post-conflit du Mali, les résultats du terrain n'ont pas cessé d'élucider le parallélisme entre la philosophie qui a fondé ces opérations et la pratique sur le terrain car, ces Etats-là continuent à subir les menaces des terroristes. L'intervention militaire de l'Ouganda et du Burundi en République démocratique du Congo (RDC) constitue un prolongement de cette philosophie.

Depuis le début des années 2006 en effet, nous constatons au Congo Kinshasa une forme nouvelle d'interventionnisme qui n'est plus celle des organisations multilatérales, des ex-puissances coloniales ou des superpuissances américaine et soviétique de la guerre froide, mais celle d'hégémonie régionale africaine. Il ne s'agit pas ici d'un soutien non clandestin ou d'une assistance technique, voire militaire au vrai sens comme certains peuvent le croire, apportée à un autre Etat<sup>37</sup> mais, à l'inverse, aux groupes armés qui lui disputent son autorité, d'une intervention armée directe en vue d'empêcher de s'organiser en puissance, de se mettre en puissance, d'altérer la conduite de sa politique. Le M23 vaincu en 2013 par les commandements

<sup>36</sup> François HEISBOURG., « A Surprising Little War : First Lessons of Mali », *Survival : Global Politics and Strategy* 55, no 2, 2013, pp. 7-18.

<sup>37</sup> Nombreuses sont les opérations militaires menées par l'armée congolaise en connivence avec l'armée rwandaise sur le sol congolais au nom du principe de bon voisinage et de coopération bilatérale entre ces deux Etats voisins, mais le Rwanda a toujours montré sa mauvaise volonté de vivre en paix avec la RDC.



et les opérations du genre nationaliste sous l'emprise du génie militaire congolais du nom de Mamadu Ndala. Quelques années plus tard le mouvement renait, et aujourd'hui, une partie de l'Est du pays notamment le Bunagana est sous contrôle de ce mouvement terroriste du bon patron Monsieur Kagame. Lorsque les FARDC voulait faire de l'assaut contre cette entreprise, la communauté internationale via les organisations africaines mains droites des impérialistes, ont investi toute leur énergie pour calmer le gouvernement de Kinshasa en l'incitant au dialogue avec les rebelles, chose faite mais, sans résultat aucun. Voilà ce qui va pousser à nouveau ces organisations à penser à une conjugaison d'assemble de force militaire régionale pour faire face contre les attaques du M23 et ADFALU. Un seul agenda est caché celui d'anéantir les FARDC déjà motivées et engagées pour mettre l'ennemi hors des frontières congolaises et de bien permettre une organisation très puissante de l'entreprise M23.

**Conclusion**

Aujourd'hui, un pays sans destin, un pays a mal de positionnement à l'interne tout comme à l'externe. Difficile de pouvoir vociférer en disant qu'il est souverain car, devenu incapable de pouvoir vivre cette souveraineté que nous avons toujours entendu comme une capacité matérielle et immatérielle de pouvoir faire faire et empêcher de faire. une capacité organisationnelle au plan interne. Erodé par les injonctions d'ordre international que régional et impactant négativement les conditions de sa propre existence. Une élite européanisée, occidentalisée aux dimensions mondialisées dépouillée de tout sens et se laissant manipuler par ses parais d'obédience européenne et occidentale, lui coupant ainsi le cordon ombilical source de conscience envers la nation congolaise.

## Bibliographie

ALMOND G., S. VERBA, « The Civic Culture : Political Attitudes and democracy » in *Five Nations*, Princeton, Princeton University Press, 1963.

BADIE Bertrand., *Vivre le monde sans souveraineté : les Etats entre la ruse et les responsabilités*, Paris, Fayard, 1999.

BATAILLER-DEMICHEL Francine cité par Mélanges CHARLES CHAUMONT., *Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Méthodes d'analyse du droit international*, Paris, Pedone, 1984.

BERNS Th., *Souveraineté, droit et gouvernementalité*, Arch, phil droit, 2002.

Boris Barraud. Souveraineté de l'État et puissance de l'État. Revue de la Recherche Juridique-Droit prospectif, 2017, 165, pp.123. fhal-01634256f

BURDEAU George., *Traité de science politique*, T.2, Paris, 2<sup>ème</sup> éd.

CAMY O., « Le chef de l'État est-il souverain sous la Vème République ? », *RFD Const*, 1996.

CARRÉ DE MALBERG Raymond., *Contribution à la théorie générale de l'État spécialement d'après les données fournies par le droit constitutionnel français*, T. 1, Librairie du Recueil Sirey, 1920.

CHAUMONT C., « Recherche du contenu réductible du concept de la souveraineté internationale de l'Etat », *In hommage d'une génération des juristes au Président Basdevant*, Pedone, 1960.

CHEVALLIER J., *L'État post-moderne*, Paris, 4<sup>ème</sup> éd., LGDJ, coll. Droit et société, 2014.

CHRISTIAN Dominicé, « La contrainte entre États à l'appui des droits de l'homme », cité par Jeanne Belhumeur et Luigi Condorelli., *L'ordre juridique international entre tradition et innovation*, Paris, Presses universitaires de France, 1997.

CROZIER Michel et Erhard FRIEDBERG., *L'Acteur et le Système, Les contraintes de l'action collective*, Paris, Le Seuil, 1977.

DE SMET F., *Le mythe de la souveraineté – Du Corps au Contrat social*, EME, coll. Politique et culture, 2014.

DUGUIT Léon, *Traité de droit constitutionnel – Tome deuxième : La théorie générale de l'État – Première partie : Éléments, fonctions et organes de l'État*, 3<sup>ème</sup> éd., De Boccard, 1928.

FEUER Guy., « Nations Unies et démocratie », *In Mélanges offerts à Georges Burdeau : le pouvoir*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1977.

GAULME François., « États faillis, États fragiles : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, n° 1, 2011.

- GERALD Helman et Ratner STEVEN., « Anarchy Rules : Saving Failed States », *Foreign Policy*, n°3, Volume 89, 1992.
- HEISBOURG François., « A Surprising Little War : First Lessons of Mali », *Survival : Global Politics and Strategy* 55, no 2, 2013.
- HINSLEY F.H., *Sovereignty*, Cambridge University Press, 2nd Edition, 1986.
- JACKSON Robert., *Quasi States: Sovereignty, International Relations and the Third World*, Cambridge University Press, New York, 1990.
- JELLINEK G., *L'Etat moderne et son droit. Deuxième partie : Théorie juridique de l'Etat*, éd panthéon, 2005.
- LAGHMANI Slim., « Le phénomène de perte de sens en droit international » dans *Harmonie et contradictions en droit international*, Colloque de Tunis du 11 au 13 avril, Paris, Pedone, 1996.
- LEMAIRE F., « Propos sur la notion de “souveraineté partagée” ou sur l'apparence de remise en cause du paradigme de la souveraineté », *RFD Const*, 2012.
- Maurice Kamto, *Constitution et principe de l'autonomie constitutionnelle*, Cours polycopié, Académie internationale de Droit constitutionnel de Tunis, 1998.
- MOUTON Jean-Denis., « Retour sur l'État souverain à l'aube du XXI ème siècle », cité par *Mélanges François Borella : État société et pouvoir à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1999.
- PESCATORE P., « La souveraineté dans une société d'inégaux, pouvoir suprême... coalisable, partageable, divisible, intégrable... responsable ? justiciable ? », in *Mélanges Jean-Pierre Puissechot*, Pedone, 2008.
- PLIAKOS A., « La souveraineté internationale de l'Union européenne : de la puissance étatique à la liberté collective », *RDUE*, 2005.
- SCHMITT Carl., *Théologie politique*, Paris, Gallimard, 1922, 1988.
- VERON Jean-Bernard., « La Somalie : cas d'école des Etats dits faillis », n°1, 2011.
- ZARTMAN William., *Collapsed States. The Desentegration and Restauration of Legitimate Authority*, Lynne Rienner Publishers, Boulder, 1995.
- L'Assemblée générale de l'ONU au § 5 de sa résolution 2131 du 21 décembre 1965.